

Le Jeudi

# L'Economie

du 25.10. au 31.10.2018



Photo: Archives Edipress

## Le jour d'après

L'adresse de la Chambre de commerce au formateur

Marc Fassone

Presque un rituel. C'est en effet le quatrième numéro qui s'adresse directement au formateur du nouveau gouvernement. Avec un credo: «L'activité entrepreneuriale est au cœur d'une économie et d'une société fortes, durables et inclusives», selon les mots de Carlo Thelen, directeur de la Chambre de commerce. «Il faut des entreprises fortes pour créer de la valeur pour la société. L'entreprise est un outil pour relever les défis au bénéfice de la société toute entière.»

Et, pour donner des fondations solides aux entreprises, la Chambre de commerce voit deux axes d'action: favoriser un modèle de croissance qualitative – ce qui permettrait aux entrepreneurs, aux entreprises et à leurs salariés d'aller de l'avant et de réussir la double transition environnementale et numérique – et optimiser la gouvernance publique. Ce qui, pour Carlo Thelen, nécessite quatre préalables.

Premièrement, endiguer le retour de l'inflation – «Nous sommes une économie ouverte dépendante de notre commerce extérieur. Notre PIB est le reflet de notre bonne performance sur les marchés inter-

C'est un numéro «spécial» que ce 20<sup>e</sup> exemplaire de la revue maison «Actualités et tendances»: un mode d'emploi pour une croissance qualitative.

nationaux. Pour rester compétitif, notre inflation doit, au moins, ne pas être supérieure à celle des pays voisins» –. Autrement dit, le gouvernement n'ayant aucune prise sur l'évolution des coûts des matières premières, maîtriser les prix administrés.

Deuxièmement, la Chambre de commerce estime indispensable de «désindexer l'économie». Comprendre limiter l'index. Ces dernières années, l'index, grâce à l'absence d'inflation, n'a pas été un sujet politique.

Le sujet avait d'ailleurs été évacué par un accord avec le gouvernement sortant. «L'inquiétude, alors que cela redevient un souci, c'est que la question n'était dans aucun programme.» La Chambre souhaite limiter les tranches indiciaires à une par dix-huit mois et de façon générale lier toute indexation aux gains de productivité.

Troisième point: l'organisation du temps de travail, «vétuste aujourd'hui». Avec l'idée d'en rééquilibrer les avantages

équitablement entre entreprises et salariés. Autrement dit, privilégier une annualisation du temps de travail gérée au niveau de l'entreprise.

Incidemment, Carlo Thelen juge la proposition d'une semaine de 38 heures peu sérieuse. «Nous manquons de main-d'œuvre. Ce serait un désastre pour les secteurs qui ne trouvent pas de personnel.»

Quatrièmement, favoriser la transition énergétique et digitale. Voilà pour le volet «politiques appropriées», le fond. La Chambre de commerce se penche également sur la forme, c'est-à-dire la gouvernance d'un Etat qui, «s'il fait bien, peut encore mieux faire».

Comment? En optimisant sa structure, ce qui passe par la création de six super-ministères avec des ministres ayant le rang de vice-Premier ministres. Regrouper les compétences permettrait d'être plus efficace. Et Carlo Thelen de prendre l'exemple d'un ministère du «Développement territorial» qui regrouperait les res-

sorts de l'Intérieur, de l'Administration du territoire, des Infrastructures et du Logement. «Confier la question du logement à un seul petit ministère isolé est irréaliste. Il faudrait une coordination et une coopération de tous ces ressorts pour enfin progresser sur le sujet.»

La Chambre de commerce verrait également d'un bon oeil un ministère regroupant économie et finances avec le transport, la communication et l'énergie en sus. Et, chapeautant le tout, un Premier ministre ayant enfin le droit d'adresser des directives aux administrations en cas de différents politiques ou d'incohérences administratives.

La Chambre sera-t-elle entendue?

Carlo Thelen reconnaît que ce n'est pas toujours le cas. «Tout n'est pas repris mais on avance à petits pas. Et, surtout, les thèmes que nous abordons s'inscrivent et restent dans la tête des gens.»

”  
Confier la question du logement à un seul petit ministère isolé est irréaliste.